

# MENACE NUCLÉAIRE

## Pas de profit sur l'énergie - Nationalisation !

Il y aura désormais un "avant Fukushima" et un "après Fukushima". Certains présentaient le nucléaire comme l'alternative énergétique à faire valoir face au pétrole, affirmaient haut et fort que les dangers étaient écartés, que la catastrophe de Tchernobyl était à reléguer dans nos cauchemars et nulle part ailleurs. Aujourd'hui, le cauchemar est redevenu réalité.

Actuellement, trois cœurs nucléaires sont en fusion, des piscines d'entreposage de combustible irradié utilisés sont en danger (avec 1.700 tonnes de déchets nucléaires entreposés depuis une quarantaine d'années), les radiations s'étendent,...

### Dramatique conséquence d'un désastre naturel ?

Non. Le tsunami qui a frappé le Japon n'a fait qu'exacerber des problèmes fondamentaux liés à l'industrie nucléaire, et qui étaient connus ! Tepco (Tokyo Power Electric Company, premier producteur privé d'énergie au monde), qui a en charge les réacteurs de Fukushima, avait falsifié une trentaine de rapports d'inspection des réacteurs nucléaires au cours des années '90. En 2009, l'Agence de sécurité nucléaire avait fait état de problèmes dans plus de la moitié des réacteurs nucléaires du pays ! Quant à Tepco, l'agence réclamait des inspections supplémentaires dans quatorze de ses dix-sept réacteurs.

Au Japon, 80% des travailleurs du nucléaire sont des sous-traitants recrutés parmi les couches les plus pauvres de la population. Ces travailleurs non qualifiés sont engagés pour quelques jours, parfois quelques semaines, pour effectuer les tâches les plus dangereuses au cœur des centrales nucléaires. En 2003, un reportage du journal El Mundo a révélé que la centrale de Fukushima Daiichi allait jusqu'à recruter des sans-abris !

Cette catastrophe, tout comme celle de la plateforme en haute mer de BP survenue l'an dernier dans le Golfe du Mexique, démontre une fois de plus que le privé sacrifie la sécurité pour réaliser plus de profits. Le résultat, nous l'avons vu.

### Et en Belgique ?

Des experts indépendants défendent la fermeture de certaines centrales nucléaires belges. Ces dernières, prévues pour durer 30 années, ont dépassé cette limitation et vont bientôt fêter leur quarantième anniversaire. Et ce alors que la durée de vie moyenne des centrales fermées dans le monde est de... 21 ans !

Le chimiste nucléaire Alain de Halleux a récemment déclaré: "Nous pouvons nous attendre à de graves accidents nucléaires en Belgique. Ce n'est qu'une question de temps." Il dénonce: "Savez-vous que les bâtiments des réacteurs nucléaires belges sont prévus pour résister à une pression de 5 bars par centimètre carré? C'est deux fois rien! Une bouteille d'eau gazeuse peut résister à une pression d'environ 120 bars." Electrabel réfute, mais le secteur nucléaire a une belle tradition de mensonges derrière lui...

Le chimiste défend comme solution de "Nationaliser à nouveau les centrales, les sortir de cette logique de profit propre au secteur privé et insister sur la sécurité au maximum." Pour permettre de sortir du nucléaire et d'assurer la transition vers les énergies alternatives avec la reconversion des travailleurs du secteur, nationaliser l'entièreté du secteur énergétique et investir massivement dans la recherche publique est une absolue nécessité.

Plus fondamentalement, afin d'assurer que la production dans la société soit écologique et orientée vers les besoins de la majorité de la population, ce sont les secteurs clés de l'économie (l'énergie, mais aussi les banques, les grosses entreprises,...) qui doivent être retirés des griffes du privé et placés sous le contrôle démocratique de la collectivité. Il sera alors enfin possible de planifier la production en fonction des besoins de la majorité de la population et dans le respect des limites naturelles en rompant avec le système capitaliste, basé sur la course au profit à court terme. C'est pour cette société socialiste que nous luttons. Nous vous appelons à nous rejoindre dans ce combat.

MANIFESTATION ANTINUCLÉAIRE  
DIMANCHE 24 AVRIL, À 14H.  
GARE DU NORD À BRUXELLES  
A l'appel de la coalition "Climat et Justice Sociale"